



AUCH, le 12 juillet 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

En janvier 2017, la CGT Finances Publiques 32 mobilisait autour d'elle Agents, Elus et Gersois de tous bords pour le maintien du Service public dans notre département, contre la suppression de plus d'1/3 des Centres des Finances publiques.

L'investissement de chacun et le relais des médias avait conduit à un moratoire sur cet abandon programmé des territoires.

Toutefois, prudente dans ses interventions, la CGT Finances Publiques 32 avait indiqué que « **La décision du Ministère sur les propositions de fermetures devrait intervenir entre fin mai et début juillet** ».

Depuis, la France a changé de Président.

L'ordre de destruction massif des sites des Finances publiques pour la majorité des départements est descendu de Bercy, dès le 19 juin, jour d'après le 2ème tour des législatives !

L'attaque en règle contre le Service public est **En Marche**.

Le Gers n'est pas épargné, puisque 5 Centres des Finances publiques (CAZAUBON, RISCLE, MARCIAC, SAINT CLAR, LOMBEZ SAMATAN) seront rayés de la carte départementale au 01/01/2018

Avec ce projet, c'est tout le milieu rural qui est laissé pour compte car **près de 1 commune sur 2 est impactée, soit 44% de la population**.

Pour les Agents, c'est un véritable crève-cœur.

A force de subir les suppressions d'effectifs et malgré leur investissement professionnel de tous les instants, ils ne peuvent que constater la dégradation de la qualité des services apportée aux usagers (particuliers, entreprises et collectivités territoriales) et de leurs conditions de vie au travail.

La CGT Finances Publiques 32 dénonce cette politique de la terre brûlée menée en catimini :

- La France ne doit pas être à deux vitesses, celle des territoires développés face à celle des territoires abandonnés.
- La République, c'est un Service public équivalent pour tous quel que soit le lieu d'habitation. Il est un des piliers de notre Démocratie.
- Le maillage territorial du réseau des Finances publiques est une garantie d'équité pour l'ensemble des administrés et permet une réactivité optimale en période de crise (grippe aviaire, inondation, grêle...).

De plus, les solutions de remplacement proposées sont des leurres :

- Les permanences ponctuelles sont abandonnées au bout de quelques mois.
- Il n'existe qu'une Maison de Services au Public (MSAP) dans les 5 communes subissant une fermeture et sa fréquentation est insignifiante.

Comme en début d'année, la CGT Finances Publiques 32 appelle l'ensemble des Agents, Elus et Administrés à se mobiliser pour faire reculer cette attaque et participer au maintien d'un Service public de qualité en milieu rural.

Après le 15 août, ce sera beaucoup plus compliqué !

Contacts : cgt.ddfip32@dgfip.finances.gouv.fr